

PISA 2025 : un signal d'alarme que le Luxembourg ne peut ignorer



L'enquête PISA 2025 de l'OCDE, publiée le 8 septembre 2026, confirme le décrochage des élèves du Luxembourg. Pour une économie reposant sur les compétences de sa main-d'œuvre, le signal est préoccupant. Il l'est tout autant pour les jeunes qui devront trouver leur place dans un monde de plus en plus exigeant et en constante mutation.

[L'enquête PISA 2025](#) constitue un véritable signal d'alerte pour le Luxembourg. Les résultats des 6.078 élèves ayant passé les épreuves (soit 91% des jeunes de 15 ans) sont inférieurs à la moyenne de l'OCDE en sciences (474 contre 482), mathématiques (458 contre 463) et plus nettement encore en compréhension de l'écrit (443 contre 461). Dans cette dernière discipline, l'écart atteint 18 points, sachant que 20 points correspondent à une année de scolarité, ce qui donne la mesure du retard. Seuls 62% des élèves atteignent au moins le niveau 2 en compréhension de l'écrit, contre 69% en moyenne dans l'OCDE. Un résultat qui doit être replacé dans le **contexte multilingue du Luxembourg**, la langue dans laquelle les élèves ont passé les

épreuves (français ou allemand, voire anglais en fonction des établissements scolaires) ne correspondant pas nécessairement à la langue parlée à la maison. Le Luxembourg se place au-dessus de la moyenne de l'OCDE sur le nouveau domaine « apprendre dans le monde numérique », consacré à la capacité à apprendre et à raisonner dans un environnement numérique (506 contre 500 points dans l'OCDE). Les élèves au Luxembourg apparaissent donc comparativement à l'aise pour raisonner avec des outils numériques.

Des compétences fondamentales en net recul

Plus préoccupant encore que le niveau atteint en 2025, est l'évolution au fil des années. Les résultats 2025 sont en net recul par rapport à 2018, dernière année à laquelle le Luxembourg a participé à l'enquête PISA. Deux aspects sont particulièrement inquiétants : en huit ans, le Luxembourg a perdu 25 points en mathématiques et 27 points en compréhension de l'écrit. Le niveau en sciences, quant à lui, est resté relativement stable (-3 points). À titre de comparaison, la moyenne de l'OCDE a reculé de 26 points en mathématiques et de 26 points en lecture sur la même période. Par rapport à 2012, la détérioration est encore plus marquée, avec une perte de 32 points en mathématiques, de 17 points en sciences et de 45 points en compréhension de l'écrit. Si le décrochage du Luxembourg s'inscrit dans une détérioration générale des résultats des pays de l'OCDE (PISA 2025 enregistre la plus faible performance jamais observée dans l'OCDE), le recul du Luxembourg est particulièrement marqué et rapide. L'OCDE relève ainsi que 2025 marque **le plus bas niveau jamais enregistré** du pays dans les trois domaines, la compréhension de l'écrit déclinant continuellement depuis le pic de 2012 et le niveau en mathématiques ayant drastiquement chuté après 2018.

Au-delà des moyennes, l'étude PISA met en avant l'évolution de la part des élèves n'atteignant pas le niveau 2 de son échelle, considéré comme le socle minimal de compétences. En mathématiques, seuls 63% des élèves atteignent ce seuil, contre 65% en moyenne dans les pays de l'OCDE ; ils étaient 73% en 2018. En lecture/compréhension de l'écrit, la proportion est de 62% contre 69% pour la moyenne de l'OCDE ; elle était de 71% en 2018. En sciences, 68% des élèves atteignent le niveau 2 (74% dans l'OCDE), contre 73% en 2018. Autrement dit, plus d'un élève sur trois peine aujourd'hui à maîtriser les bases dans chacune des trois disciplines. Ce constat est lourd de conséquences. Ces jeunes entreront bientôt en formation ou sur le marché du travail avec **des acquis fragiles**.

Le tableau n'est toutefois pas uniformément sombre au sommet de la distribution. La proportion d'élèves figurant parmi les meilleurs (niveaux 5 et 6) dans au moins une discipline est comparable à la moyenne de l'OCDE. En sciences, ils sont 9% à atteindre ce niveau (7% dans l'OCDE), comparé à 5% en 2018. En mathématiques, 7% des élèves sont très bons (OCDE 8%). En

revanche en compréhension de l'écrit, seuls 4% atteignent le niveau 5 ou plus (OCDE 6%), alors qu'ils étaient 8% en 2018 : la part des meilleurs lecteurs a été divisée par deux tandis que la proportion de « lecteurs trop hâtifs », qui survolent les textes et répondent rapidement, mais de manière erronée, s'accroît.

Les inégalités sociales, un poids plus lourd qu'ailleurs

Le poids des **inégalités sociales** sur les résultats des élèves est l'un des enseignements les plus préoccupants. Les élèves favorisés (le quart supérieur de l'échelle socio-économique) devancent les élèves défavorisés de 130 points en sciences, contre 85 points en moyenne dans l'OCDE. Les écarts sont également très marqués en compréhension de l'écrit, avec 114 points- soit le plus important parmi les pays participants après la Zambie – et en mathématiques, avec 108 points d'écart. Le Luxembourg figure ainsi, aux côtés de l'Allemagne, de la Roumanie, de la Slovaquie et de la Zambie, parmi les pays où l'écart dépasse 100 points dans les trois disciplines.

Le statut socio-économique explique 22% de la variation des résultats en science, contre 12% en moyenne dans l'OCDE. De plus, seuls 7% des élèves défavorisés parviennent à se hisser dans le quart supérieur des performances en sciences, contre 12% des élèves défavorisés dans l'OCDE. Le paradoxe est d'autant plus frappant que 51% des élèves testés au Luxembourg appartiennent au quart supérieur de l'échelle socio-économique internationale, soit la plus forte proportion parmi les pays participants. Un profil socio-économique globalement favorable ne suffit donc pas à compenser les écarts de réussite. Cet écart est resté stable au Luxembourg entre 2015 et 2025, alors qu'il s'est réduit en moyenne dans les pays de l'OCDE.

Des moyens mobilisés importants au regard des résultats

Le Luxembourg a perdu du terrain dans les disciplines qui conditionnent l'acquisition des autres, alors même qu'il consacre à l'éducation des moyens conséquents. Leader au [classement de compétitivité de l'institut IMD 2026](#), avec des dépenses publiques annuelles de l'ordre de **39.000 euros par élève**, cet effort financier ne se traduit cependant pas par des performances comparables aux systèmes éducatifs les mieux classés. Son score en sciences, par exemple, est inférieur à ceux de l'Irlande, de la France et de l'Italie, qui ont investi moins de la moitié de ce montant par élève.

La question n'est donc pas de savoir s'il faut dépenser plus, mais où et comment dépenser mieux.

L'OCDE en tire une leçon générale : la richesse d'un pays n'explique qu'environ la moitié des écarts de performance entre systèmes ; l'impact des politiques publiques menées et l'allocation

des dépenses prédit mieux les résultats que les montants mobilisés. La question n'est donc pas de savoir s'il faut dépenser plus, mais où et comment **dépenser mieux**. Dans une économie où le capital humain constitue une ressource stratégique, une dégradation durable des compétences fondamentales finit nécessairement par soulever des questions d'employabilité, de productivité, d'innovation et de cohésion sociale. Cette préoccupation transparaît dans les résultats du Baromètre de l'Économie de la Chambre de Commerce du deuxième semestre 2026, les entreprises interrogées faisant état d'une dégradation du système d'éducation et de formation (par rapport au deuxième semestre 2022).

Le numérique à l'école : de l'usage à la maîtrise

L'usage des **appareils numériques à l'école** présente un double visage. À l'échelle de l'OCDE, une utilisation modérée à des fins pédagogiques est souvent associée à de meilleurs résultats. À l'inverse, leur utilisation à des fins de loisir pendant le temps scolaire est associée à des performances plus faibles. Au Luxembourg, une part non négligeable du temps passé sur ces appareils est consacrée à des activités sans lien avec l'apprentissage : les élèves déclarent y consacrer 0,8 heure par jour à l'école à des fins de loisirs, contre 1,1 heure en moyenne dans l'OCDE.

Le sujet de la distraction numérique mérite une attention particulière. Au Luxembourg, 24% des élèves déclarent que leurs camarades sont souvent distraits par l'utilisation d'appareils numériques pendant la plupart ou la totalité des cours de sciences, contre 28% en moyenne dans l'OCDE. En moyenne dans les pays de l'OCDE, les élèves qui déclarent être confrontés à des distractions numériques pendant les cours de sciences obtiennent un score inférieur de 11 points à celui des élèves qui ne signalent aucune distraction numérique, après prise en compte du profil socio-économique des élèves et des établissements. Au Luxembourg, l'écart atteint 14 points.

Dans ce contexte, l'encadrement de **l'usage du téléphone portable** est un enjeu central. Les écoles dotées de règles claires, qu'il s'agisse d'une interdiction ou de règles clairement définies, comptent moins d'élèves distraits. Au Luxembourg, seuls 35% des élèves fréquentent un établissement interdisant le téléphone, contre 49% en moyenne OCDE.

Du bon usage de l'intelligence artificielle

À ces usages du numérique s'ajoute désormais celui de **l'intelligence artificielle (IA)**. Dans la plupart des systèmes éducatifs, les élèves utilisent l'IA pour leurs travail scolaire, ce qui crée à la fois de nouvelles possibilités d'apprentissage et de nouveaux défis. Au Luxembourg, 47% des élèves déclarent utiliser l'IA pour apprendre au moins une fois par semaine, contre 46% en moyenne dans l'OCDE. Ils l'utilisent notamment pour effectuer des recherches préliminaires sur un

nouveau sujet (34% au Luxembourg contre 31% dans l'OCDE), résumer un texte qu'ils devaient lire (29% contre 30%) ou rédiger un texte dans le cadre d'un travail écrit (28% contre 29%). Seuls 11% des élèves au Luxembourg déclarent ne jamais ou presque jamais utiliser l'IA pour aucune des tâches scolaires examinées dans le cadre de l'étude PISA, contre 14% en moyenne dans l'OCDE.

La baisse des performances du Luxembourg n'est pas une fatalité. L'enquête PISA offre l'occasion de regarder ce qui fonctionne dans les systèmes éducatifs qui parviennent à conjuguer performance et équité, comme l'Estonie ou l'Irlande. L'enjeu est majeur : assurer aux jeunes les compétences nécessaires à leur réussite, mais aussi à la compétitivité et au dynamisme économique futurs de l'économie luxembourgeoise.